

La Lettre M² sélectionne pour vous chaque mois les appels d'offres publics et privés, en cours et à venir, à ne pas manquer.

PRESTIGE

LE MANS (72) : 920 m²

Adresse : 97 avenue Bollée, Le Mans (72). Proche centre-ville.
Ensemble : bureaux de 917 m² (s. utile), 27 parkings aériens, construit en 1992.

Occupant : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.
Régime de la copropriété.

Parcelle : BV 281.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



SAINT-TROPEZ (83) : 7.780 m²

Adresse : 105 avenue du Général Leclerc, Saint-Tropez (83).

Actif : 7.782 m², bâtiments de l'ancien cercle naval exploités en restauration et hôtellerie.

Occupant : Ministère des Armées.

Nouvelle procédure de vente à venir.

www.economie.gouv.fr/cessions



SIX-FOURS-LES-PLAGES (83) : 21.450 m²

Adresse : 340 chemin de la Gardiole, Six-Fours-les-Plages (83).

Ensemble : parcelle de 21.445 m² avec possibilité de conserver 8.532 m² du bâti. Ex-Laboratoire du Brusuc.

Libre de toute occupation.

Date limite de dépôt des offres : 15/01/2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



ROCHEFORT (17) : 1.060 m²

Adresse : Adresse : 93 rue de la République, Rochefort (17).

Ensemble : 1.057 m² aménagés en bureaux comportant 2 logements de 189 m² et 110 m².

Occupant : Ministère des Finances et des Comptes Publics.

Cadastres : AX n°378, AX n°379, AX n°773, AX n° 832.

Nouvelle procédure de vente à venir.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



NICE (06) : 660 m²

Adresse : 39 avenue Emile Henriot, Nice (06).

Actif : maison de 660 m² sur un terrain de 3.994 m², à rénover.

Occupant : Ministère de l'Education Nationale.

Parcelles : MN 232, MN 241, MN 242.

Date limite de dépôt des offres : 15/01/2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



COLMAR (68) : 1.515 m²

Adresse : 21 rue Henner, Colmar (68).

Ensemble : une maison de maître de 1.424 m² entourée d'un parc clôturé + une maison de gardien de 91 m². Ex-site de l'inspection académique de Colmar.

Occupant : Ministère chargé de l'Education.

Nouvelle procédure de vente à venir.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



BUREAUX, LOGEMENTS, TERRAINS

BAYONNE (64) : 2.300 m² en centre-ville

Adresse : 32 rue Jules Labat, Bayonne (64).

Actif : immeuble en R+5, 2.239 m² de bureaux, logement de fonction de 65 m², construit en 1954.

Occupant : Ministère du travail. Ex-cité administrative.

Nouvelle procédure de vente à venir.

www.economie.gouv.fr/cessions



NANTES (44) : 5.850 m²

Adresse : 2-8 rue Stephenson, 47-53 bis rue de la Ville en Pierre, Nantes (44).

Ensemble : 5.849 m², 2 bâtiments de type casernement + 4 maisons.

Occupant : Ministère de l'Intérieur.

Date limite de dépôt des offres : 15/01/2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



POITIERS (86) : 5.100 m²

Adresse : 15 rue Guillaume VII Le Troubadour, Poitiers (86).

Actif : immeuble sur 4 niveaux, SHOB de 5.069 m², surf. utile de 3.592 m², 4 garages, remises, parking.

Occupant : Ministère de l'Education Nationale Rectorat.

Régime de la copropriété.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



TARBES (65) : 34.520 m²

Adresse : avenue Aristide Briand, Tarbes (65).

Ensemble : parcelle de 34.512 m², immeuble militaire de 1857.

composé de 2 écuries, 1 bâtiment de bureaux, divers petits bâtiments.

Libre de toute occupation.

Parcelles : BN n°211, BN n°212.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

www.economie.gouv.fr/cessions



FOUQUEVILLE (27) : 970 m²

Adresse : 21 F rue de la République, Fouqueville (27).

Ensemble : immeuble de 967 m² en bon état dont 677 m² de bureaux, salle de réunion de 132 m², accueil de 158 m², terrain de 17.000 m².

dont une partie de 6.000 m² est a priori constructible.

Parcelle : ZE 292.

Libre de toute occupation à partir du 31/12/2019.

Date de début d'enchère : 21/01/2020 à 12h00.

Date de fin d'enchère : 23/01/2020 à 15h00.

Mise à prix initiale : 480.000 €. Minimum d'augmentation : 10.000 €.

www.agorastore.fr



1) L'utilisation des données de cette rubrique est réalisée sous la seule responsabilité de l'utilisateur.
2) La responsabilité de l'Editeur ne pourra en aucun cas être recherchée dans l'hypothèse d'un quelconque préjudice ou dommage direct ou indirect tels que notamment perte d'un marché, préjudice commercial, perte de chiffres d'affaires ou de clientèle, résultant d'une quelconque inexactitude ou erreur d'indexation des données figurant dans la rubrique, malgré tout besoin apporté par l'Editeur à la recherche et à la retranscription de ces données.